Fervent défenseur de la liberté de l'esprit, Emile Mayrisch n'hésita pas une seconde lorsqu'il s'agit de fournir des fonds au journal bi-hebdomadaire « Les Temps Nouveaux » fondé en 1911 par un groupe de jeunes professeurs radicaux.

C'est dans le même ordre d'idées qu'il faut interpréter ses nombreuses donations dont il combla l'« Assoss », fondée en 1912. Lorsque cette société emménagea dans son nouveau local au premier du Café du Commerce, Emile Mayrisch lui fit cadeau d'un superbe billard qui servit plus souvent de tréteaux à d'innombrables « pièces » de « théâtre » que de champ d'expérience aux amis du carambolage.

Ce ne fut pas sans s'être assuré du concours efficace d'Emile Mayrisch que Maurice Pescatore déposa le 21. 3. 1918 la Proposition de loi ayant pour but le règlement légal du louage de service des employés privés. Et si l'opinion publique aussi bien que les membres de la Chambre n'opposèrent que peu d'obstacles au Statut des employés faisant l'objet de la loi du 31. 10. 1919, c'est que, d'après l'aveu même de l'organe des Employés privés, Emile Mayrisch avait « pesé de tout le poids de sa haute influence sur les patrons, ses amis, pour que, de leur part aucune opposition de principe ne vint contrecarrer » les travaux parlementaires. (21)

Au sujet de la question de la journée de travail de huit heures nous voudrions céder la parole à un militant socialiste : « A un moment où, chez nous comme ailleurs, le fait d'exiger la journée de huit heures était déjà considéré comme révolutionnaire, Emile Mayrisch s'en déclarait partisan. Nos chefs de syndicats n'ignorent pas non plus que, plus tard, ils rencontraient précisément auprès de lui un esprit de conciliation, qu'ils étaient loin de trouver d'autre part. » (22)

Après la Libération de 1918, de grandes divergences séparèrent Emile Mayrisch de son ami Maurice Pescatore et de son beau-frère Robert Brasseur. Tandis que ceux-ci prônaient une union avec la Belgique, Mayrisch, fort de l'entente en gestation avec le Creusot (Sociétés des Terres Rouges), avait réussi à influencer d'une façon décisive le rapport de la sous-commission gouvernementale pour la métallurgie pour qu'elle se prononçât pour une union économique avec la France.

Cela ne l'empêcha pas — après le referendum — de prêter son précieux concours au gouvernement luxembourgeois lors des pourparlers préliminaires à l'Union économique avec la Belgique.

Des nombreuses missions officielles et officieuses dont Mayrisch fut chargé par les pouvoirs publics, nous ne citerons que sa présence aux conférences de Gênes et de Genève.

Sans avoir joué un rôle dans la Chambre de commerce luxembourgeoise, Emile Mayrisch fut appelé à siéger au Conseil de la Chambre de commerce internationale fondée en 1919 et au Comité de l'Économie mondiale de Genève (1927).

Depuis le 30. 3. 1922 il faisait partie du Conseil supérieur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Il participa également